

# **Programme de Protection de l'Héritage Culturel Subaquatique**

## **Rapport du Rapporteur**

Printemps 2003, Washington D.C.

Droit international et pratique, American Bar Association

L'exploration des sites archéologiques subaquatiques incluant navires naufragés et autres preuves d'existence humaine, présente une variété de questions juridiques fascinantes et compliquées. Ceci est particulièrement vrai à la lumière des progrès technologiques récents dans ce domaine. Le but de ce programme était de réunir les principaux experts, ayant l'expérience et des connaissances étendues dans la matière, pour soulever les questions concernant la protection et la conservation de l'Héritage Culturel Subaquatique (HCS) selon plusieurs points de vue. Ce qui suit est un bref résumé des débats.

Ce panel a soulevé les questions suivantes: les intérêts concurrents des droits des explorateurs, des droits du patrimoine culturel, des revendications nationales et privées; des cas récents, comme la décision du Sea Hunt qui mettait en jeu les navires espagnols La Galga et le Juno coulés au large des côtes américaines; la ratification de la nouvelle Convention de l'UNESCO sur la Protection de l'Héritage Culturel Subaquatique; les mesures nécessaires pour assurer la protection physique de l'HCS, ainsi que ses valeurs historiques et scientifiques; et les questions environnementales affectant les sites subaquatiques.

Le programme était présidé par Bonnie Czegledi, et Patty Gerstenblith (Professeur de Droit, Université DePaul, Chicago ), Co-Présidentes du 'International Cultural Property Committee'. Le médiateur était John Huerta, le Conseiller Général de la Smithsonian Institution. Les intervenants étaient les suivants: le Dr. Paul Johnston, Curateur du département d'Histoire de la Marine au Musée d'Histoire Américaine de la Smithsonian Institution, à Washington D.C. ; Ole Varnner, avocat en droit International au Conseil Général de la 'National Oceanic and Atmospheric Administration' (NOM) du Département du Commerce américain; Caroline M. Blanco, Trial Attorney à la Division des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Département américain de la Justice, Section General Litigation, Washington D.C. ; James A. Goold, Covington & Burling, Washington D.C. ; et Peter E. Hess, un avocat singulier de Wilmington (Delaware), qui a été impliqué dans plusieurs affaires concernant des épaves historiques, dans lesquelles il représentait les plongeurs et les explorateurs.

Le premier intervenant, le Dr. Paul F. Johnston, pratique l'archéologie sous-marine, et est membre du U.S. Department of State's Interagency Working Group, responsable de la prise de position nationale sur nombre de traités internationaux et d'accords sur les ressources culturelles immergées. Il est également au service de différents comités de surveillance de la Marine américaine, qui gèrent de célèbres épaves comme le sous-marin Confédéré CSS Hunley, le CSS Alabama, et le cuirassé Monitor datant de la Guerre Civile, responsabilité de la NOAA.

Le Dr Johnston a fait remarquer l'importance des épaves pour ce qu'elles contiennent d'informations historiques, culturelles, sociales et scientifiques. Elles sont une source inestimable d'informations et de connaissance, et lorsqu'elles sont perdues à cause de dommages ou de pillages, c'est un préjudice irréparable pour notre héritage culturel commun. Leur valeur dépasse une valeur simplement pécuniaire. Les épaves sont des machines à remonter le temps qui peuvent nous raconter un épisode précis d'une culture particulière. Elles sont en elles-mêmes de minuscules sociétés. Mais les sites archéologiques sous-marins ont été pillés depuis l'Antiquité. Notamment, certaines sculptures en bronze parmi les plus connues proviennent de la mer, en particulier de la Mer Méditerranée.

Le Dr Johnston a donné un aperçu des pillages passés, impliquant quelques-uns des plus célèbres objets d'art trouvés dans la mer. Il a aussi évoqué les dommages qui sont toujours provoqués dans le processus de pillage, comme par exemple l'utilisation d'explosifs pour ouvrir des navires afin d'y localiser l'or ou d'autres trésors. Dans les années 1980, les maisons de ventes aux enchères publiques ont vendu des quantités massives d'objets provenant d'épaves. Le Dr. Johnston a ainsi donné l'exemple des ventes des célèbres cargaisons du Nan King et de l'Atocha. En réponse à ceci, des directives ont été élaborées par les associations de musées afin que ceux-ci n'exposent pas d'objets issus de sites exploités commercialement. Ces lignes directrices ont inspiré la Convention de l'UNESCO pour la Protection de l'HCS.

M. Ole Varmer et Mme Caroline M. Blanco ont fait une intervention conjointe. M. Varmer offre des conseils juridiques au Conseil Général de la 'National Oceanic and Atmospheric Administration' (NOAA) du Département du Commerce américain, où il s'est spécialisé dans l'application du droit interne et international à l'héritage culturel subaquatique. Depuis son arrivée à la NOAA en 1990, il a été consulté au sujet de lois sur la protection du patrimoine historique et de l'environnement sous-marins, telles la National Marine Sanctuaries Act, la Abandoned Shipwrecks Act, et la loi sur le sauvetage maritime, dans des affaires contre des chasseurs de trésors. Il a défendu avec succès les réglementations et décisions de la NOAA dans des affaires impliquant des ressources historiques provenant de sanctuaires tels le 'Monitor National Marine Sanctuary' (NMS), le 'Channel Islands NMS', et le 'Florida Keys NMS'. M. Varmer a également assisté le Bureau du Conseiller Juridique du Département de la Justice devant la Cour Suprême dans l'affaire impliquant le Brother Jonathan, et il a travaillé pour la reconnaissance et l'implantation de plusieurs sanctuaires marins nationaux dans le Florida Keys, Thunder Bay, Stellwagen Bank et Monterey Bay. Il a rédigé les règlements et plans de gestion pour l'HCS dans le Florida Keys NMS. Il a été l'un des principaux négociateurs de la délégation américaine lors de la rencontre d'experts sur la Convention de l'UNESCO pour la Protection de l'HCS et sur l'accord international pour la protection du Titanic.

Caroline M. Blanco est une avocate de la section 'General Litigation' de la Division de l'Environnement et des Ressources Naturelles du Département américain de la Justice. Elle est spécialisée en droit public foncier et en particulier, en droit des biens culturels. Elle est chargée de lecture en droit des biens culturels à l'Université américaine de droit (Washington College), à Washington D.C.. Elle fut également membre de l'équipe

américaine de négociation en charge de la mise en place d'un accord international pour la protection du Titanic.

Le concept mis en exergue par Mme Blanco est que l'HCS est une ressource non renouvelable. Ces dernières années, une certitude a été acquise: lorsqu'un site archéologique est détruit, c'est une ressource naturelle et culturelle qui est perdue. Mme Blanco a évoqué des mesures protectrices comme les lois américaines, qui permettent une protection générale de certains héritages culturels subaquatiques.

M. Varmer a présenté une vue générale du cadre juridique de protection de l'HCS et des facteurs permettant de déterminer la juridiction et l'autorité compétentes. Le droit de la mer est un équilibre délicat entre les droits et les responsabilités qu'entraînent la liberté de navigation et la liberté d'utiliser les mers pour tous les Etats; et les droits des Etats de contrôler certaines activités sur leurs territoires côtiers. M. Varmer a évoqué les lignes directrices de la NOAA pour la Recherche, l'Exploration et le Sauvetage. Il a présenté les principes généraux de la Convention de l'UNESCO sur la Protection de l'HCS, dans laquelle l'HCS est défini largement comme « toutes les traces d'existence humaine présentant un caractère culturel, historique ou archéologique qui sont immergées, (\*), depuis 100 ans au moins » (article Premier). Les principes généraux de cette Convention étant les mêmes que ceux de la Convention de l'UNESCO sur la lutte contre le Trafic Illicite de Biens Culturels (1970).

James A. Goold, associé chez Covington & Burling, Washington, D.C., était l'intervenant suivant. Il est Conseiller Général et Secrétaire de l'Institut d'Archéologie Nautique, Président du Conseil d'Administration, Secrétaire et Conseil Général de la RMP Nautical Foundation (Key West, Florida), Conseil dans la Société pour l'Archéologie Américaine à Washington, D.C.. Ses domaines d'activité couvrent ce qui a trait à la Marine, ce qui inclut la préservation historique, l'immunité des souverains, la responsabilité des pollueurs, et le sauvetage; les litiges complexes, incluant les atteintes à l'environnement, la responsabilité du fait des produits et la responsabilité contractuelle. M. Goold représentait récemment le Royaume d'Espagne dans l'affaire du « Sea Hunt », impliquant les navires espagnols La Galga et le Juno.

Ainsi, dans la décision du « Sea Hunt », il était soutenu que le Juno et ses trésors appartenaient à l'Espagne. La permission du propriétaire était requise pour le sauvetage. Le gouvernement espagnol reconnaissait le grand danger dans lequel se trouvait son patrimoine culturel, notamment à cause des nouvelles technologies permettant aux pillards de plonger. Les Etats-Unis respectent le droit de propriété des nations étrangères sur leurs navires de la même manière que les Etats-Unis aimeraient voir les autres nations respecter leurs droits sur leurs propres navires. Le propriétaire d'un navire ne perd pas son titre de propriété sur ce bien juste parce que celui-ci a coulé, et un Souverain a le droit de dire qu'il ne veut pas que l'on organise le « sauvetage » de son navire. Le temps qui passe n'y change rien. M. Goold a cité deux autres affaires majeures, dont celle du CSS Alabama, dans laquelle les Etats-Unis ont conservé leur titre de propriété.

Le dernier intervenant était Peter E. Hess, praticien atypique de Wilmington, Delaware, qui combine sa passion et son métier. C'est un explorateur d'épaves passionné qui pratique l'archéologie sous-marine en amateur depuis presque 25 ans. Dans plusieurs de ses affaires concernant des épaves historiques, il a représenté les explorateurs et les sauveteurs, le gouvernement d'Etat, les plongeurs, et un tribunal fédéral maritime. Ses clients ont été engagés dans le sauvetage de navires tels des Gallions espagnols, des grands voiliers chargés de porcelaine Orientale, des paquebots de ligne du vingtième siècle, des yachts privés, des navires de guerre, et des avions de guerre coulés. En Avril et Juillet 2001, au nom des explorateurs subaquatiques qu'il représente, M. Hess était délégué américain lors des négociations de l'UNESCO pour la Convention sur la Protection de l'HCS.

Comme M. Hess a déjà représenté des sauveteurs et explorateurs, il présentait leur point de vue lors de notre rencontre. Sa thèse principale était que le système actuel, basé sur l'encouragement, fonctionne. Les plongeurs devraient selon lui être récompensés pour les objets récupérés dans les profondeurs. De nombreux sites archéologiques sont entrain de se détériorer et c'est grâce aux fouilles de ces explorateurs que ces sites sont découverts et sauvés.

Les développements qui précèdent sont uniquement un bref résumé des discussions qui ont eu lieu lors de ce séminaire. Toute inexactitude dans ce qui précède relève du rapporteur (ou du traducteur).

Sans qu'il soit besoin de le préciser, le panel a été fascinant grâce aux différents points de vue exprimés et au choix d'un sujet passionnant. Nous remercions grandement les intervenants pour leurs excellentes présentations, ainsi que le médiateur, John Huerta, qui a fait un travail fantastique en s'assurant que chaque intervenant ait l'opportunité de s'exprimer.

Rapporteur; **Bonnie Czegledi** - Barrister & Solicitor, International Art & Cultural Heritage Law, CzeglediArtlaw.ca, Toronto, Canada

Traducteur: Sophie Gamand